

Revenus des ménages

Au premier trimestre 2025, le revenu disponible brut (RDB) des ménages a accéléré (+0,7 % corrigé de l'effet des services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM¹, après +0,3 % au quatrième trimestre 2024 ; ► [figure 1](#)). Les prestations sociales ont conservé un rythme allant (+1,0 %) en raison de l'indexation des retraites de base sur l'inflation passée. Les revenus d'activité ont crû modérément (+0,4 %, comme au trimestre précédent) : les revenus des entrepreneurs individuels ont grimpé du fait de la hausse des tarifs de consultations des médecins et les salariés ont bénéficié de l'accélération du salaire moyen par tête dans le secteur privé, mais l'emploi s'est de nouveau contracté. Les revenus du patrimoine (corrigés des SIFIM) ont, quant à eux, rebondi après une fin d'année 2024 marquée par le relèvement de la taxe foncière. Toutefois, les seuls revenus de la propriété financière se sont repliés (-2,1 % hors effet des SIFIM, après +0,4 %) : les intérêts reçus par les ménages ont baissé, en raison de la baisse du rendement du livret A, tandis que ceux payés par les ménages ont continué d'augmenter, les nouveaux crédits immobiliers étant souscrits à des taux plus élevés que ceux arrivant à échéance. Enfin, les prélèvements sociaux et fiscaux ont repris de la vigueur (+1,7 % après -0,1 %) du fait du redressement du rendement de l'impôt sur le revenu (IR), qui avait été entravé au second semestre 2024 par les régularisations liées à l'indexation du barème sur les prix. Enfin, le prix de la consommation a un peu accéléré en début d'année (+0,4 % après +0,2 % hors effet des SIFIM), si bien qu'au total, le pouvoir d'achat du RDB a augmenté de 0,3 % au premier trimestre 2025, comme en fin d'année 2024.

Au deuxième trimestre 2025, le RDB des ménages marquerait le pas (+0,1 % hors effet des SIFIM, après +0,7 % au premier trimestre). Les revenus d'activité freineraient nettement (+0,1 % après +0,4 %) du fait du contrecoup attendu sur les salaires dans le secteur privé après leur forte progression de début d'année (► [fiche Salaires](#)) et d'un nouveau repli de l'emploi salarié privé (► [fiche Emploi](#)). Les prestations sociales ralentiraient un peu (+0,6 % après +1,0 %), notamment du fait de la baisse du plafond des revenus d'activité pris en compte pour le calcul des indemnités journalières en cas d'arrêt maladie, décidée dans le cadre des lois financières pour 2025. Les revenus du patrimoine se replieraient hors effet des SIFIM (-0,5 % après +2,1 %). En particulier, les revenus de la propriété financière continueraient de refluer, tirés une nouvelle fois à la baisse par le repli des intérêts nets : la baisse du taux de livret A en février continuerait de jouer en variation trimestrielle sur le deuxième trimestre, tandis que les intérêts versés sur l'encours de crédits immobiliers

¹ Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) correspondent à la marge de taux d'intérêt sur les dépôts et sur les prêts des clients bancaires. L'imputation de SIFIM majore le revenu disponible brut des ménages, ainsi que leur prix de la consommation, mais l'effet global est négligeable sur le pouvoir d'achat du RDB (► [encadré](#) sur les revenus du patrimoine de la *Note de conjoncture* de décembre 2023).

► 1. Composantes du revenu disponible brut des ménages (variations en %)

	Variations trimestrielles								Variations annuelles		
	2024				2025				2023	2024	2025
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Revenu disponible brut (100 %)	1,6	0,5	1,2	-0,2	0,8	0,0	-0,3	-0,4	7,9	4,8	1,1
Revenu disponible brut hors SIFIM (98,6 %)	1,6	1,0	1,1	0,3	0,7	0,1	-0,2	-0,3	5,9	4,7	1,6
Revenus d'activité (68,0 %)	0,5	0,8	0,6	0,4	0,4	0,1	0,3	0,3	5,1	3,2	1,5
dont : Masse salariale brute (60,9 %)	0,5	0,8	0,5	0,4	0,4	0,1	0,3	0,3	5,3	3,3	1,4
dont : EBE des entrepreneurs individuels* (7,0 %)	0,6	0,6	0,7	-0,1	1,0	0,3	0,4	0,3	2,8	2,2	2,0
Prestations sociales en espèces (33,9 %)	3,3	1,1	1,2	0,8	1,0	0,6	0,8	0,8	4,4	6,7	3,6
Revenus du patrimoine, dont EBE des ménages purs (22,8 %)	3,4	-1,1	1,7	-3,3	2,5	-0,9	-1,4	-1,5	15,6	5,7	-1,2
Revenus du patrimoine hors SIFIM (20,9 %)	3,6	1,3	0,9	-1,2	2,1	-0,5	-1,2	-1,2	7,7	5,9	0,7
dont Revenus de la propriété financière hors SIFIM (7,5 %)	4,0	1,9	1,0	0,4	-2,1	-1,0	-1,0	-0,9	20,9	11,6	-2,3
dont : EBE des ménages purs hors SIFIM (13,4 %)	3,3	1,0	0,8	-2,0	4,4	-0,3	-1,2	-1,4	2,0	3,0	2,3
Prélèvements sociaux et fiscaux (-24,2 %)	2,6	0,8	-0,3	-0,1	1,7	0,3	1,9	2,3	2,9	3,8	3,5
Prix de la consommation des ménages**	0,9	-0,2	0,4	-0,4	0,5	0,0	0,2	0,2	7,0	2,2	0,5
Prix de la consommation des ménages hors SIFIM	0,8	0,4	0,1	0,2	0,4	0,1	0,3	0,3	4,9	2,1	1,0
Pouvoir d'achat du RDB	0,7	0,7	0,9	0,3	0,3	0,0	-0,5	-0,6	0,8	2,5	0,7
Pouvoir d'achat par unité de consommation	0,6	0,6	0,7	0,1	0,1	-0,1	-0,6	-0,7	0,3	2,0	0,1

■ Prévisions.

* l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

** la dynamique du prix de la consommation des ménages en 2023 diffère fortement de celle de l'indice des prix à la consommation (IPC) du fait de l'effet comptable de la hausse passée des taux interbancaires.

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2024.

Lecture : le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages a augmenté de 0,3 % au premier trimestre 2025.

Source : Insee.

continueraient d'augmenter. Enfin, les prélèvements sociaux et fiscaux progresseraient très modérément. Comme le prix de la consommation des ménages ralentirait (+0,1 % hors effet des SIFIM, après +0,4 %) du fait de la baisse de prix des produits pétroliers (► **fiche Prix à la consommation**), le pouvoir d'achat du RDB serait stable au deuxième trimestre.

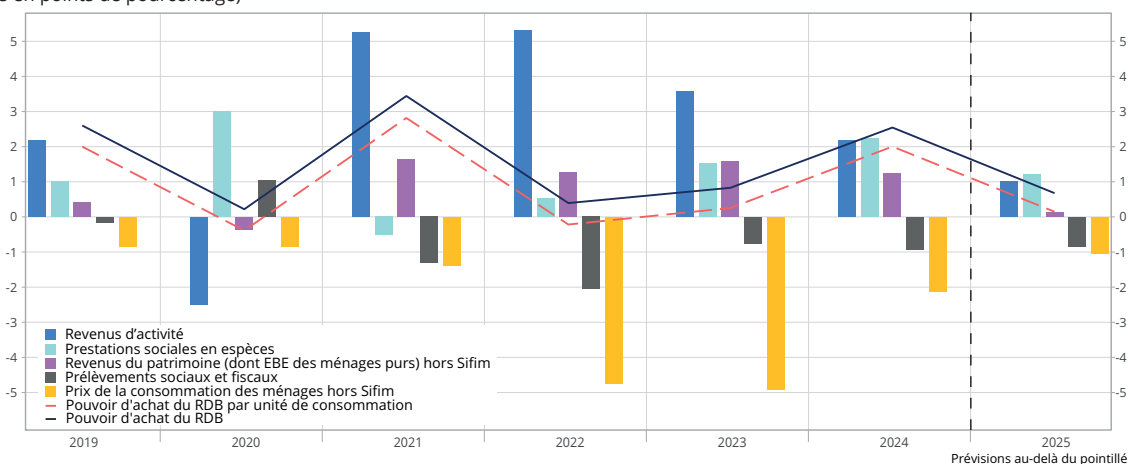
Au deuxième semestre 2025, le pouvoir d'achat du RDB se replierait nettement (-0,5 % au troisième trimestre, puis -0,6 % au quatrième). Le revenu disponible brut des ménages baisserait en euros courants (-0,2 % hors effet des SIFIM au troisième trimestre, puis -0,3 % en fin d'année), tandis que le prix de la consommation des ménages progresserait modérément (+0,3 % par trimestre hors effet des SIFIM). Les revenus d'activité repartiraient, tout en gardant un rythme modéré, de +0,3 % puis de +0,4 %, pénalisés par le repli prévu de l'emploi (► **encadré** de la fiche Emploi). Les prestations sociales resteraient relativement allantes, la revalorisation sur l'inflation passée au 1^{er} avril affectant, pour certaines d'entre elles (notamment le RSA), avec retard le revenu des ménages. La baisse du revenu au second semestre proviendrait pour une grande part de la baisse des revenus de la propriété et du calendrier des prélèvements fiscaux. Les revenus de la propriété financière poursuivraient en effet leur repli. Les intérêts nets continueraient de se replier et les entreprises limiteraient les versements de dividendes aux ménages du fait de la surtaxe temporaire à l'impôt sur les sociétés décidée pour 2025. Enfin, les revenus d'assurance-vie ralentiraient nettement : le rendement servi aux ménages avait beaucoup augmenté pendant deux ans pour s'aligner sur le livret A et il se stabiliserait en 2025. Concernant les prélèvements fiscaux, d'une part, le versement de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus est prévu en fin d'année et, d'autre part, le rendement de l'impôt sur le revenu se redresserait mécaniquement. En effet, comme les revenus soumis à l'IR en 2024 ont progressé davantage que l'indice des prix à la consommation sur lequel est indexé le barème, le solde d'impôt acquitté par les ménages au second semestre serait plus dynamique que l'an passé (où ce même solde payé par les ménages avait été particulièrement faible, en raison de la forte baisse des salaires réels en 2023). De plus, le taux du prélèvement à la source augmenterait en septembre 2025 en répercussion de la hausse des revenus fiscaux réels de 2024.

En moyenne sur l'année 2025, le RDB des ménages ralentirait (+1,6 % hors effet des SIFIM, après +4,7 % en 2024), davantage que le prix de la consommation des ménages (+1,0 % en 2025, après +2,1 % en 2024, hors effet des SIFIM), si bien que le pouvoir d'achat du RDB freinerait nettement (+0,7 %, après +2,5 % en 2024 ; ► **figure 2**) : ce dernier serait en ligne avec la croissance du PIB en 2025 (+0,6 %). Ramené par unité de consommation pour tenir compte de l'évolution du nombre de ménages et de leur évolution, le pouvoir d'achat serait étale en 2025 (+0,1 %), après une vive hausse en 2024 (+2,0 %).

En termes réels, les prestations sociales resteraient toujours la principale contribution aux gains de pouvoir d'achat des ménages en 2025 (+0,9 point après +1,5 point en 2024 ; ► **figure 3**), tandis que les revenus d'activité n'y contribueraient que modestement (+0,3 point après +0,7 point). Pour la deuxième année consécutive, les prestations progresseraient plus de deux fois plus vite que les revenus d'activité. Le dynamisme des prélèvements sociaux et fiscaux grèverait à hauteur de -0,6 point le pouvoir d'achat, alors que les revenus du patrimoine, qui soutenaient fortement l'évolution du pouvoir d'achat depuis 2021, n'y contribueraient plus en 2025. ●

► 2. Contributions à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) des ménages hors effet des SIFIM et évolution annuelle du pouvoir d'achat du RDB des ménages

(contributions en points de pourcentage)

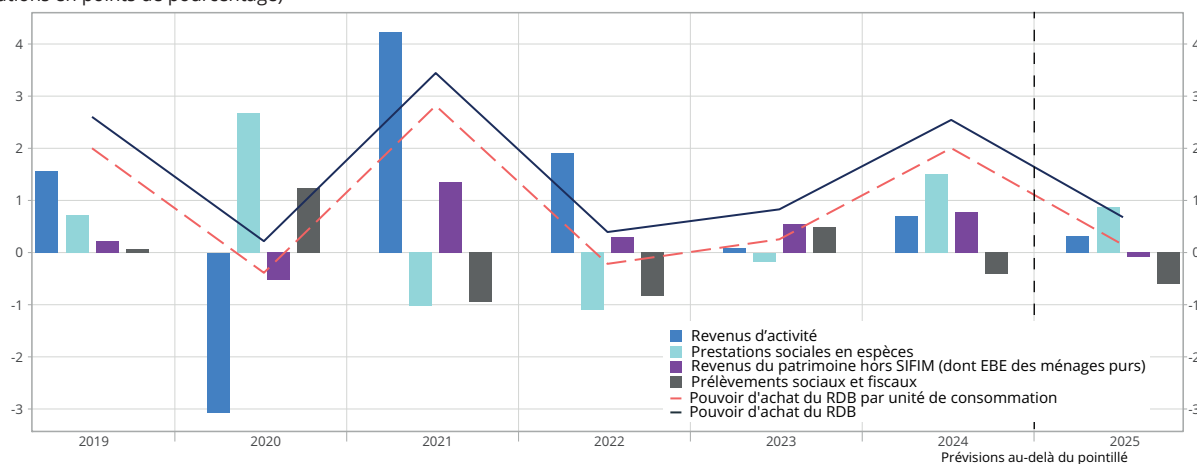


Lecture : le pouvoir d'achat du RDB a augmenté de 2,5 % en 2024. Les prestations sociales ont contribué pour +2,2 points à la hausse du RDB des ménages hors effet des SIFIM en 2024.

Source : Insee.

► 3. Contributions réelles à l'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages

(contributions en points de pourcentage)



Lecture : le pouvoir d'achat du RDB a augmenté de 2,5 % en 2024. Les prestations sociales ont contribué pour +1,5 point à l'évolution du pouvoir d'achat du RDB en 2024.
Source : Insee.